

Je m'associe à mon collègue, le député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling), pour signaler les tactiques scandaleuses du NPD en la matière. Ce parti a tenté de faire du manquement du gouvernement fédéral à ses responsabilités une question électorale dans la province. J'ai constaté avec intérêt la réaction du premier ministre provincial qui a défié le NDP de provoquer des élections sur cette question. Comme le député de Parry Sound-Muskoka le disait tantôt, le NPD a évoqué des morts imaginaires devant la population de l'Ontario et obscurci la situation au lieu d'imputer le blâme, comme il se devait, à un gouvernement fédéral qui confond ses priorités.

En effet, c'est un étrange paradoxe que le gouvernement fédéral se plaigne que l'argent versé aux programmes à frais partagés du régime d'assurance-frais médicaux doit être affecté à des programmes et projets plus importants. Qu'y a-t-il au Canada de plus important pour notre population que l'hygiène publique? L'an dernier, sauf erreur, la quote-part du gouvernement fédéral au régime d'assurance frais médicaux était inférieure à un milliard et il se plaint maintenant que puisque son coût s'est accru de 16 p. 100, il doit revoir son rôle dans ce programme essentiel.

Le gouvernement fédéral devrait revoir son programme de construction d'édifices qui ne sont pas indispensables pour le moment. Les édifices ne sont pas aussi indispensables qu'un régime d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation. D'après un de ses communiqués de presse, le ministère des Travaux publics envisage de consacrer 312 millions de dollars à la construction de nouveaux bâtiments en 1976-1977; plus de la moitié de cet argent doit aller au Québec. On a oublié de mentionner la nouvelle école des langues de Saint-Jean (Québec) qui doit coûter 88 millions de dollars; si l'on y ajoute les autres projets de construction, le ministère des Travaux publics dépensera plus de 200 millions de dollars l'année prochaine pour le Québec seulement.

On pourrait donc certainement trouver l'argent nécessaire pour améliorer le régime d'assurance-maladie et le régime d'assurance-hospitalisation dans les 42 milliards de dollars prévus dans le budget des dépenses de cette année. Le régime d'assurance-maladie fait partie intégrante de la société canadienne et il est aussi important que n'importe quel autre programme et bien plus que des programmes comme celui des langues officielles, car celui-ci représente une folie, un gaspillage et une source de conflits. Si les programmes sociaux actuels du gouvernement Trudeau tenaient compte des besoins de la population et si le gouvernement s'intéressait autant aux besoins des Canadiens qu'à cette politique de bilinguisme et de biculturalisme ridicule, coûteuse et dangereuse, nous ne connaîtrions pas des conflits sociaux qui nous laissent perplexes à l'heure actuelle.

● (2030)

Il a été proposé qu'au lieu de réduire graduellement la participation du gouvernement fédéral à l'assurance-maladie, il faudrait tenir des consultations immédiates pour tâcher de trouver des moyens d'améliorer la situation. Le gouvernement fédéral et les provinces savent bien que le coût élevé du programme est attribuable à deux facteurs, la construction et l'entretien des hôpitaux et le maintien d'un bon encadrement de médecins. Nous savons que certaines régions du Canada ont un surplus de médecins et que certaines provinces ont trop d'hôpitaux.

#### *Soins médicaux—Loi*

Maintenant que nous avons acquis plusieurs années d'expérience dans l'application d'un régime d'assurance-maladie fédéral-provincial, nous en savons assez sur le fonctionnement d'un pareil régime pour pouvoir comparer les données et aviser aux moyens de fournir les mêmes soins à moins de frais. Au cours de la période d'application de notre régime d'assurance-maladie, nous avons eu un avantage sur d'autres pays, notamment les pays socialistes. Nous avons pu voir le système de libre entreprise travailler de pair avec les gouvernements pour tenter d'obtenir le plus de soins et de services possible au coût le plus bas.

Si nous n'avions pas eu cet avantage, je frémis à la pensée de ce que notre système nous coûterait aujourd'hui. En outre, nous avons pu compter sur le dévouement de nos médecins, qui ont travaillé, parfois dans de mauvaises conditions en raison des maigres secours financiers du gouvernement, et cherché des moyens de guérir certaines maladies et d'abrèger le temps nécessaire pour traiter les autres. Nous constatons que chaque découverte effectuée par nos spécialistes en recherches médicales permet de demeurer moins longtemps à l'hôpital et allonge la vie utile de beaucoup de nos citoyens.

Je ne puis pas accepter les raisons avancées par le gouvernement pour réduire sa participation au programme de soins médicaux ni les raisons rétrogrades qu'il donne pour réduire son appui aux recherches médicales. C'est probablement dans ce domaine que nous perdons le plus si nous limitons ainsi les dépenses fédérales.

Je me demande comment le gouvernement fédéral établit ses priorités. D'une part, il diminue ses subventions dans le domaine des recherches médicales et, d'autre part, il engage presque un demi milliard dans l'aménagement d'installations permanentes qui pourrait être retardées. Nous voyons le gouvernement plafonner les subventions aux recherches médicales, ce qui équivaut à réduire sa participation, puis nous entendons dire qu'il construit un centre de formation linguistique de 88 millions. Monsieur l'Orateur, je considère que la santé des citoyens est beaucoup plus importante que la formation linguistique. Cela revient à demander aux gens en quelle langue ils préfèrent mourir. Je trouve que la recherche médicale devrait passer avant la construction de nouveaux édifices publics inutiles.

La recherche médicale a un rôle essentiel à jouer dans notre conception générale d'assurance médicale universelle. Si on n'avait pas découvert l'insuline, par exemple, des dizaines de milliers de Canadiens devraient subir un traitement quotidien simplement pour se maintenir en vie, mais parce que l'insuline existe les malades peuvent espérer vivre une vie plus longue et plus heureuse sans qu'il en coûte beaucoup à l'assurance médicale.

On a fait remarquer à maintes reprises à la Chambre que le gouvernement américain dépense chaque année dix fois plus pour la recherche sur les maladies de cœur que nous ne dépensons pour toutes les formes de recherches médicales, et qu'il dépense dix fois plus annuellement pour le cancer que nous pour la recherche médicale dans tous les domaines.

**Une voix:** Vous ne tenez pas compte de la population.

**M. Alkenbrack:** Je sais que leur population est dix fois plus grande que la nôtre, mais j'ai dit que les Américains dépensaient dix fois plus que nous chaque année pour la recherche cardiologique que nous pour la recherche médicale sous toutes ses formes.